

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

22 AU 28 NOVEMBRE 1990

N° 803

10,00 F



CONTRE LA GUERRE DES ETATS

L'indispensable révolution

VOILÀ près de quatre mois que la menace de guerre est brandie. Quatre mois durant lesquels, chefs d'Etat, militaires, armateurs, boursicotiers et autres compagnies pétrolières ont pris toutes dispositions pour se remplir les poches mieux et plus, alors que nous-mêmes devrions nous serrer la ceinture.

Pour tous ces maîtres à peuples chacun d'entre nous n'est qu'un pion faisant partie de vastes ensembles de populations qu'ils manipulent, exploitent, déplacent, tiennent en otages, liguent les uns contre les autres au nom des nations, des « races », des cultures, des religions... alors qu'il ne s'agit que de défendre et d'entretenir leur domination sur le grand nombre et leurs intérêts de classe.

Ne pas le comprendre, c'est s'exposer indéfiniment à la domination des minorités (militairement défendues par les Etats) sur le reste de la population. La guerre qui menace est un règlement de compte entre truands qui tiennent de l'antique asservissement le droit de lever des armées par l'impôt et la ruine du labeur humain.

Ce sont les peuples qui sont au bout du fusil. Accepter la guerre du Golfe c'est cautionner le crime contre l'humanité, c'est soutenir l'idée que tout un peuple, la population civile notamment, doit payer et souffrir pour les crimes et exactions de son dictateur. Serait-ce que Bush, Mitterrand, Thatcher et les autres

regrettent que les Irakiens ne soient pas révoltés contre leur dictateur ? N'en croyez rien, et si d'ailleurs le cas se présentait ils dépêcheraient en urgence leurs troupes de mercenaires pour rétablir l'ordre à Bagdad.

Les peuples au bout du fusil

Nous, anarchistes, appelons les Irakiens à se révolter comme nous pronons ici-même la révolution, n'en déplaise à ceux qui prétendent que l'idée de rupture révolutionnaire est définitivement enterrée.

Que reste-t-il, en effet, face à la sinon la révolution ? Que reste-t-il aux millions de chômeurs face à l'oubli sinon la révolution ? Que reste-t-il aux jeunes des cités dortoirs face à la violence et à l'ennui sinon de révolution ? Que reste-t-il face au fascisme rampant et au racisme quotidien sinon la révolution ?

Que reste-t-il à ces millions de salariés mal payés, déportés au gré des besoins de l'industrie, astreints à des tâches ingrates quand elles ne sont pas inutiles, sinon l'indispensable révolution ?

C'est cet apprentissage et cette conclusion que feront ici-même en France, les jeunes, lycéens ou non, face à l'ensemble d'un système incapable de prendre en compte leurs désirs et qui déjà a borné leur avenir.



« Maudite soit la guerre » proclame le monument au mort de Gentioux (Creuse). Voilà un cri que nous aimerions entendre plus souvent. © J.-M. Raynaud.

C'est à la fusion des luttes que nous appelons, car nous avons la faiblesse de penser que tout est lié.

Que des syndicalistes se mobilisent sur le détail alors que sur l'essentiel tout reste à faire nous ne pouvons que les en blâmer.

La jeunesse a raison de se révolter, et les salariés ont tort de ne pas la soutenir et d'en faire de même.

Fédération anarchiste
Paris, le 19 novembre 1990

EDITORIAL

Justice de classe !

Les anarchistes ne se sont jamais fait d'illusions sur la justice de ce pays, mais la manière dont elle a été, une nouvelle fois, rendue contre les « casseurs » des manifs lycéennes ne peut nous laisser indifférents.

Les juges de la 23^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris mériteraient à cet égard la palme dans l'art de rendre l'injustice !

Ils se sont d'abord répartis les tâches. Pour les fils-à-papa : quelques amendes un peu salées, quelques mois de sursis pour les plus malchanceux. Pour les autres : par exemple, Jean-Noël, au RMI : 2 ans fermes !

On ne rigole pas avec la propriété privée. Un jean ramassé : 10 000 F d'amende. Serge enseignant s'en souviendra longtemps. Sami, Ludovic, Pascal... eux aussi. Et ils ne se feront certainement plus beaucoup d'illusions sur cette justice, surtout après avoir entendu le substitut du procureur au cours de son réquisitoire. Celui-ci a, en effet, qualifié ces grands criminels de « hordes de voyous », de « déchets de basse humanité »... rien que ça !

Sincèrement on imagine comment ce brillant magistrat qualifierait Jean-Claude Darmon, le fameux « Monsieur pub » du foot français, inculpé depuis quelques jours d'abus de biens sociaux ! C'est une chance, ce brave Darmon vit à Marseille. Il a pu ainsi éviter la prison en échange d'une caution de 1 million de francs... De même ces pauvres élus inculpés dans des affaires de fausses factures auraient tout à craindre d'un tel magistrat !

Mais la plaisanterie tourne au cauchemar quand justement de Paris à Marseille ce sont les mêmes magistrats qui sévissent, les mêmes qui libèrent Darmon et enferment Jean-Noël.

C'est vrai, tous ces « amnisties », ces élus du peuple, ces personnalités n'ont pas brisé des vitrines ou ramassé des pulls... Ce ne sont pas pour la justice française des « déchets de l'humanité » !

Affrontements à la Croix-Rousse

A Lyon, dans la nuit du samedi au dimanche 18 novembre, de sérieux incidents ont opposé des jeunes, squatters et autres précaires, aux forces de l'ordre.

Doze interpellations ont eu lieu, et des témoins affirment que des passages à tabac ont commencé dans les fourgons de la police.

Ceci est le fruit des tensions qui persistent, depuis plus d'un an, sur le quartier entre, d'une part, la municipalité, les spéculateurs, un flitage de plus en plus serré et, d'autre part, les habitants. Ceux-ci tentent de remettre en cause une politique qui vise à les expulser du quartier, aussi bien sur le plan du logement que de l'existence quotidienne et de leurs activités sociales (menaces sur les locaux associatifs).

Nous exigeons la libération immédiate de tous les interpellés.

Groupe Kronstadt de Lyon

ARGENTEUIL

Braderie monstre pour les zoulous

Comme à Malakoff et à Gonesse, il y a quelques jours (bien avant les débordements de la manifestation lycéenne du 12 novembre), Argenteuil a été le théâtre de violences orchestrées par des bandes de jeunes, le dimanche 18 novembre. Une centaine de zoulous ont, ainsi, pillé deux supermarchés et de nombreuses bou-

tiques. Un incendie s'est déclaré dans l'un des deux magasins. Il n'a pu être maîtrisé qu'après l'intervention des forces de l'ordre, vers 19 h. La presse condamne ces jeunes sans, évidemment, nous dire un mot des conditions de vie dans cette ville-champignon de banlieue. Le mal vivre des banlieues est une réalité insupportable. La répression ne résoudra rien. La bourgeoisie de gauche, qui a négligé le terrain social, s'en mord les doigts. L'émeute aujourd'hui, la révolution sociale demain... Mitterrand t'es foutu les Sans-culottes sont dans la rue. Le Bicentenaire terminé, 1789 hante toujours les esprits.

C.N.

CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE

Ça passe ou ça casse

Cette semaine, les politiciens vont discuter de la Contribution sociale généralisée... c'est encore l'occasion, pour nous, de vous dire tout le mal que les anarchistes en pensent.

NOUS n'avons pas l'habitude de nous inquiéter de l'avenir politique de nos chers élus... Mais, le débat autour de la Contribution sociale généralisée (CSG) mérite, pour une fois, un petit détour.

Dans le Monde libertaire, on déjà dit tout le mal que l'on pensait de ce nouvel impôt : injuste, inefficace et passablement réformiste !

« L'impôt Rocard »

Mais ce qui nous a le plus « étonné », c'est de voir comment en quelques semaines le débat, déjà vieillot sur le trou de la Sécu s'est transformé en joutes politiciennes. C'est vrai, ce n'est pas nouveau. Comme, il n'est pas très original de retrouver au coude à coude le PCF et la droite, réunis ici pour contrer l'« impôt Rocard ».

Non, tout cela, on connaît ! Et les résultats du vote de la motion de censure ne nous ont pas empêchés de dormir !

Ce qui est plutôt préoccupant, c'est cette dépossession systématique des problèmes, des questions qui nous concernent.

Ce qui est inacceptable, c'est notre impossibilité, dans le système économique et politique actuel, de pouvoir agir directement sur les décisions que prennent celles et ceux qui prétendent nous vouloir du bien !

« C'est un bon impôt », affirme Rocard. « Il est nul », pourraient affirmer les opposants. Et nous, les premiers concernés, nous sommes tout juste bon à fermer notre gueule et ouvrir le porte-monnaie...

Combien de temps cela durera-t-il ? « Le temps nécessaire pour atteindre les prochaines élections », affirment encore ceux qui sombrent dans la délégation de pouvoir... Et qui quelque part entretiennent cette impossibilité de contrôle direct des mandats !

Pour les anarchistes, cela durera, effectivement, tant qu'il y aura des bonnes âmes pour courir aux urnes et s'en remettre à de bons apôtres ! Et tant que cela durera, toutes les motions de censure n'y changeront rien surtout si cela consiste alors à changer seulement d'apôtres !

Alain Dervin

Reprise des cours sur l'anarchisme

« Qu'est-ce que l'anarchisme ? »
le mercredi 28 novembre,
à 20 h 30,
au local du
groupe Louise-Michel,
10, rue Robert-Planquette
(M^o Blanche), 75018 Paris.

Crise lycéenne P. 3

Le projet Joxe pour les Corses P. 5

T 2137 - 803 - 10.00 F



F°P. 2520

ANTI-FASCISME

Quelle forme de lutte ?

Les bonnes consciences de « gauche », « Appel des 250 » en tête, souhaitent un peu tardivement endiguer l'avancée du Front national dans la société française. « Haro sur le baudet ! », s'exclament-elles. En diabolisant Le Pen à partir d'un discours creux, la « gauche » le présente comme une victime du système.

Le groupe Puig-Antich de la Fédération anarchiste, dans le texte qui vous est proposé, tente de dépasser le stade des bonnes intentions d'une « gauche » social-démocrate, pour mettre en lumière les vrais problèmes de l'émergence du FN dans une société en décomposition.

L'APPEL des 250 (aujourd'hui 300) pour mobiliser autour de l'antifascisme est entaché d'une tare originelle : même s'il dépasse l'antifascisme simplement « humaniste », il s'évertue à reprendre à son compte le point de vue des « valeurs de la gauche », valeurs démocratiques, républicaines...

Les urnes n'ont jamais arrêté le fascisme

Une légère avancée tout de même : la mise en cause d'une politique gouvernementale très largement impliquée (à notre avis) dans la progression des résultats électoraux de l'extrême droite. La politique sociale, économique et militaire actuelle fabrique plus d'électeurs lepénistes que les discours lepénistes eux-mêmes !

Cet aspect critique est pourtant très largement nuancé pour laisser place à un ecuménisme de bon aloi dans les milieux de « gauche ». D'une part, la volonté profonde d'un certain nombre des signataires n'est-elle pas de refonder un parti à la gauche de la Gauche ? Les expériences successives récentes qu'elles s'intitulent Alternative à la gauche de la gauche, Union dans les luttes, Alternative rouge et verte ou bien Comités Juquin... se sont toutes soldées par des échecs, car elles se sont

heurtées à l'obstacle majeur contenu dans leur propre démarche : l'électoratisme !

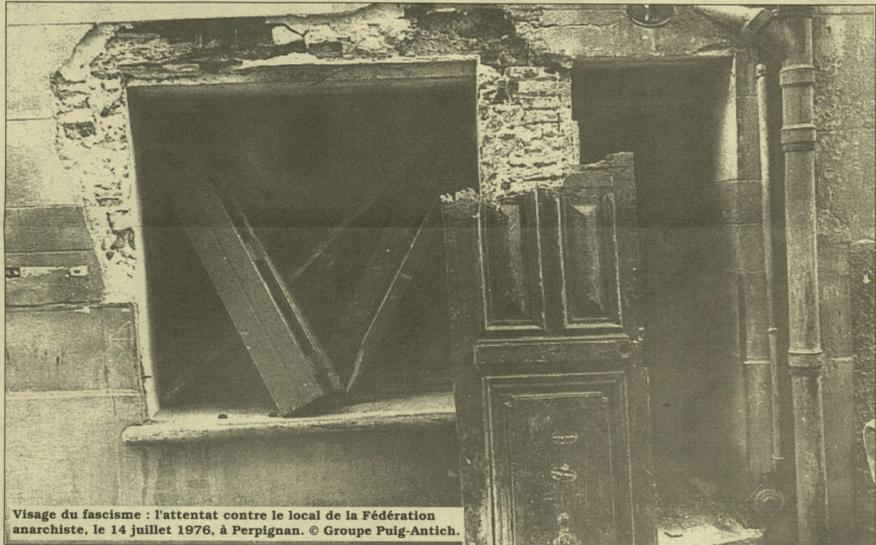
Jadis considérés par tous les « révolutionnaires » comme le « crétinisme » politique par excellence, l'électoratisme bourgeois et le parlementarisme sont aujourd'hui la cible des critiques des seuls anarchistes !

Aussi les participants à tous ces regroupements à la gauche de la Gauche bombent-ils le torse lors des premiers tours avant de rentrer très vite au bercail, la tête basse, à l'approche des « secondes joutes ».

Tout le bénéfice de la critique de la politique sociale, économique, d'éducation... suivie par le gouvernement est perdu au profit d'un unanimisme bide pour barrer la route à untel ou pour favoriser tel autre.

Les urnes n'ont jamais arrêté le fascisme ! Pas plus du reste qu'elles n'empêchent la société inégalitaire d'exploitation de se survivre à elle-même. Tout juste tendent-elles à gommer les différences, pourtant bien réelles entre les exploités et les nantis, afin de faire croire qu'avec le vote on peut peser sur le cours des événements, afin de faire avaler l'illusion du choix !

Un autre aspect de la démarche des signataires de l'appel, lié aux premières remarques, réside dans la manière de présenter l'adversaire : le fascisme.



Visage du fascisme : l'attentat contre le local de la Fédération anarchiste, le 14 juillet 1976, à Perpignan. © Groupe Puig-Antich.

Celui-ci se trouve diabolisé et voué aux gémonies dans un élan quasi religieux. La liturgie antifasciste, dans sa formulation irrationnelle, tend à rejoindre son double (en négatif) en ce qui concerne l'absence de véritable argumentation des causes du phénomène extrémiste.

Cette méthode peut, il est vrai, servir à regrouper massivement les antifascistes autour de « réflexes » plutôt que d'analyses. Le court terme, on le voit, prend ici le pas sur l'action de longue haleine, qui privilégie l'explication et la connaissance des causes par rapport à une simple reprise de slogans. « Barrer la route au fascisme » devient une fin en soi ! L'analyse de la causalité est laissée de côté pour favoriser la « massification » de l'opposition.

Le système de hiérarchies introduit dans la prise en compte des causes qui concrétisent le fascisme dans le quotidien fait que les fascistes restent seuls au rang des accusés et que celles et ceux qui leur font la « courte échelle idéologique » se voient lavés de toutes les accusations qui tendraient à les avilir.

Une solution éminemment politique

Ce manichéisme n'est pas neutre, encore moins hasardeux. Il recouvre la volonté de certains de se servir de l'antifascisme de « masse » comme d'un marchepied afin de développer des organisations aujourd'hui vides de militants et surtout assaillies par le doute idéologique sinon le néant.

La chute du léninisme, n'en déplaise à certains, a entraîné dans l'« empire rouge » et au-delà de la repli en rangs serrés des certitudes marxistes.

En Europe, le marxisme « politique » (idéologique) essaye encore de se

ménager un espace sur l'échiquier politique. La social-démocratie, matinée d'une dose infime de critique de « gauche » semble aujourd'hui baliser les frontières floues d'une nouvelle constellation gauchiste à vocation électoraliste, démocratique, humaniste et... antifasciste.

C'est beau, c'est grand, c'est généreux... mais on a déjà donné !

Pour que notre antifascisme soit efficace, il doit s'attaquer à la racine des maux qui génèrent le fascisme dans la société :

- la division des travailleurs sur la base de critères racistes doit être bannie et dénoncée ;

- la division économique et sociale entre les manuels d'une part et les intellectuels d'autre part doit être combattue, au nom d'une société égalitaire basée sur la solidarité et non le profit et la loi de la jungle ;

- la division sociale et culturelle doit être remise en cause : les cités-dortoirs et les HLM pour les uns et les résidences et les villas pour les autres. La politique du logement doit être envisagée sous l'angle des besoins des gens et de la solidarité et non sous l'angle des profits et des « droits des propriétaires » ;

- le chômage ne doit plus être considéré comme un phénomène incontournable. Il est généré par cette société de classes, inégalitaire et hiérarchisée. C'est cette société qui doit être chamboulée ;

- la solidarité entre celles et ceux qui travaillent et celles et ceux qui chôment doit reprendre ses droits afin de rétablir les droits du travail face aux droits usurpés du capital.

Comme on peut le voir, la solution est éminemment politique... Mais non politicienne ! Révolutionnaire, dans le sens où il faut changer les structures qui font le corps de cette société injuste. Révolutionnaire dans le sens où il faut prendre le pouvoir non pas pour s'en servir mais pour le vider définitivement de son contenu et l'anéantir.

Il ne faut pas avoir peur de dire aujourd'hui que le fascisme est la manifestation la plus spectaculaire et la plus extrême de la gestion du pouvoir. Autoritaire, bureaucratique, autocratique le fascisme est une des

facettes de l'Etat au même titre que les systèmes dictatoriaux : religieux, « communistes », monarchiques ou libéralo-capitalistes...

Les camps de rétention « socialistes » qui ont fait suite aux premières mesures racistes et aux camps « giscardiens », les bulldozers de Vitry et les exactions contre les foyers immigrés de la « banlieue rouge », les discours et les choix teintés de réalisme racio-biologique de certains RPR (Jacques Médecin, notamment) et de membres du Parti républicain, connus... voilà bien de quoi rejoindre dans l'abjection, les manifestations quotidiennes d'intolérance des fascistes de l'extrême droite.

Il ne peut, dès lors, y avoir deux poids et deux mesures. Pour s'opposer au fascisme, nous devons nous organiser :

- non pas pour l'empêcher de s'exprimer, mais bien pour désamorcer son discours démagogique, en lui opposant un discours à la fois révolutionnaire et réaliste sur les changements à réaliser dans la société, en faveur du plus grand nombre, en faveur des plus défavorisés ;

- non pas pour faire le poids dans l'isolement et au moment de vider les urnes, mais pour répondre aux manœuvres d'intimidation des extrémistes, dans les quartiers, sur les lieux de travail, dans les « bahuts » et les universités ;

- non pas pour barrer la route au fascisme en faisant le lit d'un système « démocratique » basé sur les inégalités sociales et économiques et les sinécures politiciennes, mais pour bannir à jamais toute forme de société autoritaire.

Nous proposons à tous les individus, qui sont d'accord avec ce qui précède, de nous rejoindre ; et avec nous dans une organisation collective de coordination des intentions et des actions nous tenterons de battre idéologiquement le fascisme et politiquement ce qui contribue à le justifier : le pouvoir et l'autorité.

Groupe Puig-Antich de Perpignan, le 4 novembre 1990

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

CRISE LYCEENNE

Le 12 novembre : journée de dupes

Le 12 novembre 250 000 à 300 000 lycéens ont défilé dans les rues de Paris. La journée revendicative s'est terminée sur l'habituelle fausse note consensuelle que constituent les déprédations causées par 500 à 1 000 « casseurs » venus en découdre avec les représentants policiers de l'autorité.

Le lundi 12 novembre semble avoir été une véritable journée de dupes. Dupés les lycéens de province, qui se sont retrouvés aux prises avec la coordination nationale instaurée à la va-vite par la FIDL et les jeunesse communistes. Dupés les « lycéens pacifiques » débordés par de mystérieux casseurs. Dupés ces gros bras de la CGT et les policiers de la FASP, qui comptaient assurer sans casse le bon déroulement de la manifestation nationale et qui se laissèrent dépasser par les événements. Dupés encore les commerçants parisiens, qui confiant en leur police en « bons citoyens » qu'il sont, espéraient ne plus craindre les pillages du 5 novembre. Dupés quelque part, aussi, les libertaires et autres révolutionnaires noyés dans le flot sage d'une manifestation de type corporatiste. Ceux qui n'ont décidément rien perdu en cette journée sont ceux qui n'avaient rien promis et ne prétendaient à rien : le gouvernement et les casseurs.

Le gouvernement a pu faire la démonstration, Tonton en tête, qu'il était ouvert au dialogue en recevant une poignée de lycéens au palais. Il a pu faire aussi la démonstration que sans son autorité le « bordel » s'établissait dans la rue. Tonton-roï s'avère, une fois encore, un sphinx incontournable.

Aux marches du palais...

Les casseurs, jeunes exclus du système, ont fondu sur la ville comme ces gamins des favelas de Rio fondent sur les hôtels et les supermarchés brésiliens. La démonstration est faite que quelque part en France on est au niveau du tiers monde... France, tristes tropiques ! Ils n'avaient rien promis, et pour cause, et pourtant ils ont tenu parole : donner à la manifestation nationale des allures bien moins sages qu'on ne le souhaitait dans le petit monde des orgas lycéennes. En

outre, la plupart ont eu la chance de pouvoir quitter les lieux sans être inquiétés, en emportant de bien jolis vêtements. Saluons cet acte de reprise individuelle, comme seuls en sont capables des jeunes désavantagés par la vie. D'autres n'avaient pas de ces préoccupations basement matérielles. Leur but, en venant à la manif, était d'affronter les forces de l'ordre. L'occasion leur en fut donnée en bas de l'avenue Rapp, face à un pont de l'Alma bouché par un puissant cordon de CRS. Imperturbablement, ces derniers entre 18 h et 19 h 45 ont reçu sur la tête de multiples jets de pierres. Deux cents trente-quatre CRS blessés, dont sept sérieusement annonçaient les journaux. Pourtant sont entrées en action maintes grenades lacrymogènes, d'abord tirées en hauteur et ensuite en tir tendu. Certains, en ont fait cruellement les frais. La presse, qui a fait mention de l'arrestation de près d'une centaine de casseurs, ne s'est curieusement pas étendue sur les blessés relevés parmi les contestataires. Pourtant, une vingtaine de manifestants furent salement amochés. Une grenade dans la figure ça fait très mal, et ce jour-là — comme en 1986 notre camarade François Rigal du groupe FA de Brest — un manifestant en a encore fait l'affreuse expérience.

Ils réclamaient du pain... ils volent des brioches

Certains, pris à leur jeu de guérilla urbaine, nous ont joué un bref Mai 68, en brûlant notamment des bagnoles. La presse parle de 190 véhicules détruits. Entre un pare-brise éclaté et un véhicule incendié il y a tout de même une marge. En comptant au mieux on doit arriver à 30 voitures effectivement détruites. Aux abords immédiats du champ de bataille, on relevait quatre voitures renversées, à l'habitable entièrement détruit, et six incendiées. Il est vrai qu'une visite poussée de tout le quartier aurait permis la découverte d'autres véhicules détériorés. L'exploration du quartier, et particulièrement de la rue Saint-Dominique confirmant, par ailleurs, le pillage. Activité qui, dès le départ de la manif, à la Bastille et plus encore sur son parcours, à Montparnasse, eut un succès certain. Et je ne parle même pas des abris-bus et autres formes de mobilier urbain, proies faciles pour le casseur moyen.

Résultat des courses, après ce grand happening, Bérégovoy retrouve 13 milliards perdus dans les coffres de l'Etat. Oh miracle ! Et bien entendu Jospin en reçoit quatre et demi. Nouveau miracle !

La justice dans le même temps sévit en condamnant ce que l'on appelle des lampistes. Ce qui sous-tend que les réels agitateurs, les gauchistes évidemment, ont échappé aux mailles, bien distendues, du filet policier. Il faudra bien un jour que la société admette que les casseurs ne sont rien moins que des lampistes. C'est-à-dire des jeunes, qui abandonnant pierres, barres de fer et foulards ressemblent à monsieur tout le monde. Il n'est aucunement besoin d'une rouge âme damnée

1000 agitateurs. Certes, ne nions pas, il y avait bien un drapeau rouge et l'on a pu chanter effectivement *l'Internationale*, mais à cent ou deux cents mètres des affrontements et pour certains juchés sur des motos prêtes à disparaître à la moindre escarmouche, certains messieurs de la presse n'étaient sûrement pas les mieux placés pour nous servir l'actualité brûlante de la rue. Par exemple, TF1 s'activait à l'abri derrière les CRS stationnés sur le pont de l'Alma

médias on ne peut raisonnablement dissocier lycéens et casseurs, tellement leurs préoccupations s'avèrent identiques, même si les expressions en diffèrent. En tous cas, la journée du 12 novembre marque un tournant dans la contestation lycéenne. Déjà après les violences du 5 novembre, certains s'étaient pris à ne plus regarder ce mouvement avec autant de sympathie. A présent, c'est une majorité d'adultes qui plus ou moins ouvertement invite les jeunes à reprendre le chemin de l'école. Et pour l'heure, l'expression thôréenne « il faut savoir terminer une grève » n'a jamais été aussi en vogue dans les chaumières.

Haro sur l'apolitisme

Dépolitisés, les lycéens sont un peu partis à l'aveuglette dans l'univers contestataire. On a le sentiment qu'ils n'ont jamais été vraiment maîtres de leur mouvement. Au point que les adultes ont voulu les en priver... Les tendances Chevènement et Fabius du PS, la CGT, la FASP, Tonton sont autant de partenaires qui se sont dressés contre Lionel Jospin, le ministre solitaire au cœur d'un univers si peu solidaire.

Décidément, ces lycéens qui reprochent à certains jeunes leur appartenance aux JCR ou la présence d'anarchistes dans leurs cortèges (véridique !) ont bien eu tort de se lancer sans préoccupation véritablement politique, voire idéologique, dans une bataille qui les a dépassés. Une action revendicative — sans parler de l'utopique Grand soir — ça se prépare. On ne part pas sans « biscuits » au combat. A l'exemple des casseurs qui s'étaient munis de « sacs à provisions », les lycéens auraient dû prévoir une ossature politique, une réflexion à leur mouvement. Gouverner c'est prévoir... militer aussi.

Si nous étions « faspistes » nous leur dirions de retourner illico à l'école. En tant que libertaires nous pourrions leur proposer de chercher d'autres orientations, plus politiques, pour relancer un mouvement qui s'éteint — le vendredi 16 novembre, on ne comptait plus sur le Champ-de-Mars que 3 000 à 7 000 lycéens.

Claude Nepper
(gr. François-Rabelais)



pour inciter, un soir de manif, des jeunes à glisser sur la pente de la violence. Ce soir là, des gosses de 15 ans foutaient autant de bordel qu'ils le pouvaient, et pour cela il n'avaient pas besoin de sortir des ZUP, et d'avoir la gueule d'un black ou d'un beur. Même s'il est vrai que des blacks et des beurs étaient de la partie. Certains même, à leur mise, auraient eu, plutôt, tendance à sortir des beaux quartiers. *Libération* et la FASP ont très justement fait mention de jeunes gens d'extrême droite venus faire « mousser la bière »... histoire d'emmerder le gouvernement. Après ça, Le Pen aura beau jeu de condamner les hordes immigrées fondant sur les boutiques de ses électeurs.

La presse, toujours en manque de sensationnel, pourra toujours dire que sur le pont de l'Alma on chantait *l'Internationale* et que des drapeaux rouges et des banderoles noires s'agitaient. Des journalistes ont vu des anars, des trotskystes, des autonomes, le SCALP, les redskins... au total 500 à

et le journaliste du *Figaro* se tenait précautonneusement à l'écart, sur les quais. Certes, il y a eu des téméraires : la « 5 », dont le véhicule fut renversé, des photographes et un journaliste de la BBC, qui furent blessés lors de chasses que les appareils photographiques déclenchaient.

La FASP a vu le diable, comme jamais aucun bon syndicaliste policier n'a dû le voir. Ridiculisés par la tournure des choses et surtout par des collègues migoenards, mi-scandalisés (USC, FPIP...), les membres de la FASP ont demandé aux lycéens de se tenir peinarés chez eux, à l'avenir. Sage conseil, en effet, lorsque l'encadrement du SO lycéen laisse tant à désirer.

Ironie des choses voilà un mouvement lycéen qui a démarré sur le thème sécuritaire en passe de crever sous la violence. Ironie encore, la tournure consumériste de certaines revendications se sont concrétisées en premier lieu par la fauche. Décidément contrairement aux

CRISE LYCEENNE

Regard sur l'Etat casseur

Nos « bons maîtres » ont l'air surpris. Ils s'inquiètent, condamnent et font semblant de s'interroger. Après Vaulx-en-Velin, voilà les rues de Paris théâtre urbain d'une explosion de mal vivre.

Le fait que la manif des lycéens ait dégénéré lundi 12 novembre en une bataille rangée entre les flics et quelque mille « casseurs » n'a rien de vraiment surprenant.

Elle ne surprend que ceux — hommes politiques, commentateurs de petite ou grande audience, dirigeants à des degrés divers de la bonne société — qui ne voyaient dans la révolte des lycéens qu'un mouvement corporatiste (pour des locaux moins vétustes ou une sécurité plus accrue dans les lycées) voire au pire qu'une crise d'adolescence un peu agitée. L'acharnement des médias à vouloir présenter le mouvement des lycéens comme une révolte bon enfant et apolitique est assez symptomatique de la gêne qu'elle occasionne à « nos maîtres » et à « nos grands penseurs ».

Aujourd'hui, on évacue le problème en parlant de « casseur » et on justifie par là-

même la violence policière et les moyens que le gouvernement va mettre en œuvre non pas pour régler les problèmes, mais pour éteindre la révolte. En 1986, les étudiants avaient le SIDA mental et l'Etat pouvait alors faire intervenir ses voltigeurs.

« Personne ne se penche sur les raisons de la colère »

On parle de la violence de ces jeunes là, on présente des images spectaculaires de casse et de fauche. Ce sont dans la tête de l'opinion publique forcément des petits délinquants, des « casseurs » puisqu'ils ont cassé. Mais la vérité n'est jamais abordée. Personne pour se pencher sur les raisons de la colère.

Car enfin, n'est-ce pas plutôt la société qui porte en elle la violence ? Un Etat qui prétend s'inspirer de la *Déclaration des droits de l'homme* et qui tolère le chômage, la pauvreté, les inégalités sociales et les privilèges n'est-il pas un Etat violent ? Car la violence, elle n'est pas dans les

actes désespérés d'une jeunesse sans avenir, elle est dans cette société qui préfère dépenser de l'argent pour la guerre plutôt que pour l'école. Elle est dans cette France des politiciens délinquants, de la corruption et des scandales financiers, de la répression policière, du racisme et des inégalités. Un Etat dont la police politique peut assassiner un pasteur homosexuel en toute impunité est un Etat violent. Un Etat prêt à envoyer la troupe se faire tuer en Irak est un Etat violent. De cette violence là, les médias ne parlent pas. Cette violence là c'est la politique, c'est la raison d'Etat, c'est le monde des affaires et des trafiquants. Une société qui n'a que faire des cris d'une jeunesse qui rêve simplement d'un monde plus juste. Un monde un peu meilleur, moins imbécile, moins égoïste, moins raciste... un monde un peu jeune.

Leur violence, c'est le cri d'une jeunesse qui ne veut pas crever. C'est un cri contre la déraison de l'Etat. La violence de ces « casseurs » est là pour nous rappeler que cette société est malade.

Pascal Didier

A rebrousse-poil

A gauche droite

Le 12 novembre, jour de la manif des lycéens à Paris, Rocard représentait la France socialiste au sacre de l'empereur du Japon. Visage ridé de la gauche la plus à droite du monde.

Le père la bavure

Déclaration musclée du voltigeur Pandraud après la manif agitée des lycéens : « Il faut que les casseurs soient mis hors d'état de nuire, déferés à la justice et que les sanctions soient sévères. S'il y a des étrangers parmi eux, qu'ils soient renvoyés dans leur pays ». Un charter pour les « casseurs » et « les anarchistes de tous poils et toutes nationalités ». Bob-la-Voltige a des méthodes expéditives. La solution « Pandraud et court ».

Flagrant délire

Les « casseurs » ont été jugés plus vite que les éléments à col blanc. Ainsi en a décidé Henri Nallet, portefeuille de Tonton et ministre de la Justice. La justice n'est pas si lente que ça et ils l'ont prouvé. Le parquet a été ferme et que personne ne l'ouvre !

Pascal D.

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT : CONTRIBUTION FEDERALE

On vous l'a déjà dit : « on veut choisir ! »

La contraception et l'avortement sont deux mesures remises en causes en bien des endroits. La Fédération anarchiste s'en inquiète. Sa commission « Femmes » réagit. Depuis trois semaines, nous avons eu l'occasion de publier des articles sur le problème, émanant de cette com-

mission. La semaine dernière, nous vous avons proposé un troisième volet portant sur le thème : « Les politiques natalistes dans le monde ». Cette semaine, nous vous soumettons, en guise de quatrième partie, deux articles réaffirmant les revendications des femmes.

LES femmes seraient-elles des hommes comme tout le monde ? Ou mieux, les femmes connaissent-elles, enfin, un état de citoyenneté et de droit identique à celui des hommes ? Ou enfin, la notion de reconnaissance en tant qu'individualité spécifique et entière est-elle un acte acquis par la justice ? Et pour être plus précise, encore, sommes-nous un être juridique à part entière et permanent ?... Du moins en ce qui concerne la possession pleine et entière de notre corps.

Disposons librement de notre corps

Ni par le droit ni par la coutume la femme n'a acquis une personnalité économique et juridique (toujours en ce qui nous appartient en premier chef : le droit de disposer librement de notre corps). Elle appartient au monde calfeutré du particulier. L'extériorité de ses différentes attributions fluctue en fonction des bouleversements sociaux et des reculs idéologiques.

C'est pourquoi, les remises en cause actuelles de ses capacités à disposer librement de son propre corps sont inclus à la fois dans le monde juridique, public et représenté une des tentatives actuelles du patriarcat de réentendre au fin fond du code familial l'identité féminine. Ces dernières années ont vu le monde du travail expérimenter des pratiques de précarité, de sous-emploi, de « déformation » professionnelle, d'isolement des femmes. Ces attaques de la droite réactionnaire et fascisante ne sont donc pas indépendantes de la situation politique et sociale. Tout comme l'immigration fut un terrain favorable à une remobilisation d'un électoral frieux. L'exploitation idéologique du corps de la femme s'apparente à des fins similaires.

Chacune a pu souffler, avoir le sentiment de respirer après la victoire de l'application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse.

Elle était l'aboutissement d'une lutte mondiale pour une réappropriation collective des femmes de leur propre corps (IVG, contraception, dénonciation des mutilations sexuelles, violences...). Pour un temps, nous avons découvert une solidarité traversant les sphères géopolitiques, dépassant les barrières de classes et les clivages politiques.

Pour un temps nous avons cru que cette revendication agirait comme un



On vous l'a déjà dit : « on veut choisir ! »
Sur ce thème sera éditée, par la Fédération anarchiste, une affiche réclamant la liberté et la gratuité de l'avortement et la contraception. Voici le dessin d'une affiche prévue.

levier sur les rapports de domination qui se nouent dans l'ère privée...

Nous avons pensé que le patriarcat ne s'en remettrait pas... ou peu, facilement. Nous avons rêvé au « je » et « nous » solidaires.

Moins de dix ans d'abandon progressif aux mains du ministère de la Santé, de la Sécurité sociale, du pouvoir, de la recherche de la subvention régionale ou départementale ont mis à mal cette confiance naïve dans un lendemain de libertés corporelles réinventées. Au nom de l'égalité, du droit, notre vigilance s'est émoussée sur les aspérités du socialisme étatique et les déviations du mouvement féministe.

Les relents du machisme

Partout, dans le monde, les libertés s'entrouvrent, mettent à mal le monopole du marxisme sur la révolution et le socialisme, au même rythme que le libéralisme occidental revanchard ferme, verrouille, impose la loi du silence et de la famille. Et par ce biais du monopole en matière de libertés démocratiques enfin retrouvé le capitalisme libère des relents de retour de... machisme, au nom d'une opinion publique bien « mâle-able ». Si les sondages montrent une volonté commune des femmes interrogées de conserver ce droit à l'IVG sur le mode « c'est à la femme de choisir ». Ils découvrent, également, une même portion de la population féminine, vivant cet acte comme une atteinte à la vie. La méfiance vis-à-vis des modes médiatiques en matière de sondage ne doit pas nous faire oublier que la loi sur l'IVG était vécue comme un premier pas vers un stade incontournable pour... Et si les sondages conduisent implicitement les politiques natalistes des grands de ce monde, ils devraient d'abord nous interroger sur nous-mêmes et les lendemains qui déchan-

tent en matière de santé féminine, du rôle de la maternité toujours induit dans nos comportements collectifs et individuels... de notre acceptation quasi quotidienne du cadre idéologique où nous survivons. Quelle

femme, aujourd'hui, peut encore se lever chaque matin pour s'opposer à tout moment à la gestuelle déplacée du patriarcat : la fatigue aidant, l'isolement et la tâche titanesque que ce combat contre la phalocratie domi-

nante entraîne, nous épuisent plus ou moins rapidement.

À l'écoute du moindre grincement de la bourgeoisie, les pouvoirs en place subissent essentiellement les pressions des lobbies réactionnaires. Les « Pro-life » intercontinentaux imposent le silence aux sphères gouvernementales. Pourquoi les directions des hôpitaux ne protestent-elles pas plus énergiquement contre ces atteintes contre la santé publique ? Pourquoi, au nom des restrictions budgétaires, les caisses de la Sécurité sociale ne remboursent-elles pas certains moyens contraceptifs ? Pourquoi, au nom de la décentralisation, certains conseils généraux (devinez lesquels ?) favorisent-ils une médecine privée en la matière ? Pourquoi « ce juste droit » devient-il au fil des ans fluctuant, inégalitaire, si ce n'est par une série de conjonctures politiques, qui entretiennent ce leur des acquis définitifs, de l'égalité ?

Les difficultés actuelles à remobiliser, à reconnaître, à reconquérir ont le mérite de poser clairement le problème : la femme n'est rien en dehors de ses revendications, des réseaux de solidarités nés des luttes pour son émancipation. Et si la lutte des classes apparaît vieillotte, celle des sexes est à la fois préhistorique, actuelle et tournée vers le futur. Et si les brontosaures de la liberté sexuelle doivent se réemparer des spéculums : eh bien spéculons !

Thyde Rosell

Nous ne sommes rien... soyons tout !

Pologne, USA, Allemagne, la montée des intégrismes fleurit sur le terreau fragile des reculs sociaux, dans le fumier de la précarité, au sein des compostes de l'abandon de tout désir de transformation collective et individuelle. La situation mondiale des femmes, dans ce contexte, n'est guère brillante. La perte de vitesse de toute idée de changement, le militantisme qui rime avec mutisme, l'avant-gardisme marxiste à l'apogée de sa désescalade idéologique, l'anarchisme trop fragile et timide... les femmes ont du souci à se faire. Quand au soleil radieux, qui illuminait les affiches vantant les mérites du socialisme réel ou utopique, il a sombré sous les coups de butoir de la cogestion. Ainsi, l'astre lunaire de l'émancipation féministe — qui de part sa situation de « lutte secondaire » ne pouvait rivaliser avec l'astre solaire de la lutte des classes et de la prise de pouvoir — ne roussit même plus les menées sociales actuelles.

Il en est du féminisme comme de l'écologie ou de l'antimilitarisme et de tous les « ismes » de l'ère soixante-huitarde méditerranéenne : victime à la fois de l'isolement politique et de celui d'une génération, intégrée à l'économie sociale ou aux rouages politiques. Essoufflé, le féminisme a laissé s'effiloche le contrôle social d'un « droit » chèrement acquis.

Les commissions « Femmes » des syndicats appartiennent à... l'histoire. Les groupes Santé ou le partage du savoir médical, le goût de l'écoute et l'amélioration de la qualité de l'accueil ou du suivi sont du domaine de... l'hier ou de demain. La dépendance matérielle des centres d'orthogénie, gérée par le Mouvement français pour le planning familial, crée une politique de l'urgence (prise en compte des femmes écartée par la loi, une non couverture géographique du territoire, un contrôle quasi superficiel sur les centres de planification gérés par les hôpitaux publics ou privés). Les priorités alarmistes du traitement social du chômage et des écarts de richesse font durer ainsi le mauvais ménage entre socialisme (autoritaire ou non) et féminisme. Profitions donc de ce répit, de ce basculement pour réactualiser une revendication vieille comme... les femmes :

- tant que la femme ne sera pas libre de son corps pour faire ou ne pas faire des enfants, notre liberté ne sera pas acquise ;
 - le corps de la femme est un domaine privé. Il n'a pas à être manipulé ni par les apprentis sorciers généticiens ni par les docteurs fol-en-foi ni par l'Adam en mal de viol, d'inceste ou d'amours lucratives ;
 - tout droit pour s'incruster dans les strates de la société doit parallèlement à des garanties institutionnelles durables offrir un libre accès à tous et toutes à la contraception libre et gratuite ;
 - il revient à la femme de choisir, et à la société de satisfaire ses besoins en terme de respect médical et social.
- Pour ce faire, notre expérience, nos histoires ont montré que la confiance ne conduisait pas forcément au paradis de l'être humain sexué et différent. Les femmes doivent installer ces principes à tous les niveaux de la société, où elles agissent en tant que travailleuses, militantes politiques ou associatives. Elles doivent imposer un contrôle social et « féministe » de l'application de la loi sans restriction. Ce sont, ici, les premiers pas qui conduiront à une contraception partagée. D'hier à aujourd'hui ce lien ténu de « notre corps nous-mêmes » a rompu les barrières géopolitiques et sociales. Tissons ensemble ces tissus des solidarités qui habilleront un présent plus vivable pour nous, les femmes. Après tout, cette gestuelle n'est-elle pas traditionnelle sur tous les continents de notre histoire ?

T.R.

Sur les ondes de...
RADIO-LIBERTAIRE
(89.4 FM)
écoutez « Femmes libres »
chaque mercredi
de 18 h 30 à 20 h 30
(rediffusion de l'émission
le mardi suivant
entre 12 h et 14 h).

CORSE

Autour du projet Joxe

LE projet Joxe, approuvé — cela va de soi — en Conseil des ministres, va être présenté, le 21 novembre 1990, devant l'Assemblée nationale, où nombreux sont ceux qui se préparent, déjà, à y brandir le principe de l'indivisibilité de la République. Joxe serait-il ce grondeur destructeur de l'unité nationale, coupable de haute trahison comme cela a été dit ?

Le projet Joxe amplifie les compétences de la région corse, devenue collectivité territoriale. Un exécutif de 6 membres, élus par l'Assemblée de Corse, serait chargé d'administrer l'île, de définir son schéma d'aménagement, un début de maîtrise de l'agriculture, du tourisme, de l'urbanisme, de la défense des sites et en matière culturelle une autonomie plus forte de l'université et la possibilité pour l'Assemblée de Corse d'aller vers une co-officialité de la langue corse avec le français.

Le projet Joxe apporterait donc un peu d'autonomie pour la Corse, mais celle-ci sans pouvoir de légiférer pour elle-même ne pourra jouir, en fait, d'une véritable autonomie. Et si l'on compare le statut de nombreuses îles de la Méditerranée, le projet en question n'est pas un projet révolutionnaire : c'est une pâle copie de ce qui existe ailleurs.

La France doit s'aligner sur l'Europe

L'Europe avait, en effet, demandé à la France d'aligner le statut de la Corse sur celui des autres îles européennes. Cela conduisit le gouvernement à organiser un colloque sur les îles méditerranéennes en octobre 1989, à Ajaccio. Peu après, devait suivre « la lettre de Joxe », exposant l'esprit de son projet, aujourd'hui dévoilé après son passage devant le Conseil d'Etat.

La méthode de rédaction et de présentation demeure tout à fait jacobine. Le projet du ministre de l'intérieur n'a jamais été soumis aux Corses. Voici là un projet unilatéral de l'Etat, répondant aux exigences de l'Europe et de sa volonté de pérenniser la trêve du FLNC.

Mais le projet Joxe fait peur, car il serait la porte ouverte vers la reconnaissance d'autres réalités identitaires et le prélude de l'éclatement de la République... Pour le centraliste Giacobbi, président du conseil général de Haute-Corse, cette annonce d'une république de régions le fait hurler. Pour les Corses, plus français que les Français, le projet Joxe est l'annonce d'un désengagement progressif de l'Etat français dans leur île, une voie tracée vers l'indépendance.

Lorsque sous la pression des nationalistes et probablement de l'Etat, l'Assemblée de Corse votait très majoritairement, sans le MRG de Haute-Corse, quelques élus isolés de droite et l'abstention des communistes, la reconnaissance du peuple corse c'était alors à l'adresse des nationalistes une récompense pour la trêve des attentats. La motion déclarait : « *L'Assemblée de Corse affirme l'existence d'une communauté historique et culturelle vivante, regroupant les Corses d'origine et les Corses d'adoption, le peuple corse. Elle entend faire valoir les droits du peuple corse à la préservation de son identité culturelle et à la défense de ses droits économiques et sociaux spécifiques dans le cadre de la Constitution française.* »

Et comme si tout était orchestré, Joxe s'appuie, aujourd'hui, sur cette motion pour ficeler les élus récalcitrants à son projet. On peut, d'ailleurs, ajouter que l'exposé des motifs du statut particulier de 1982 annonçait déjà : « *Le peuple corse, composante du peuple français, fait partie de la République française, mais il doit construire son avenir dans un cadre institutionnel profondément rénové.* » A contrario de tout ce que l'on entend, Joxe n'innove pas sur ce point. Pour faire adopter son projet, Joxe s'entoure d'éléments de droite comme le député UDF José Rossi, qui présentera ce texte devant l'Assemblée nationale, le 21 novembre. Il fait contrepois aux élus MRG de Haute-Corse et à ceux de gauche qui, comme l'ex-député Nicolas Alfonsi sont farouchement hostiles au projet.

Le projet Joxe divise, par des fractures internes, les partis politiques et le mouvement nationaliste, mais à la connaissance du projet attendu depuis des mois les illusions s'estompent, laissant apparaître les limites de ce projet institutionnel, qui dans la réalité va transférer pour la deuxième fois, depuis 1982, un peu de pouvoir d'Etat dans les mains du clanisme.

Tous ceux qui, aujourd'hui, déclarent le projet irrecevable, avant même le débat à l'Assemblée nationale, ont décidé de saisir le Conseil constitutionnel quant à la reconnaissance du peuple corse ; même si il est ajouté « *composante du peuple français* ». Mais ils seront quand même les plus acharnés à se battre pour être élus dans la future assemblée. Et comme pour l'Assemblée de Corse première version, une fois dans leur fauteuil d'élu, ils abandonneront la critique du statut pour se disputer les meilleures places dans l'exécutif, les commissions, les offices. Les luttes d'influences reprendront de plus belle au service des pouvoirs personnels des uns et des autres et il est certain que dans le

même temps la situation économique de l'île ne trouvera pas d'amélioration. Les socialistes, là comme ailleurs, sont passés maîtres dans l'art de faire du neuf sans investir. C'est pour cela aussi que les capitalistes ont appris à les aimer !

Le mouvement national est en crise

On a parlé de refonte des listes électorales. Tous les électeurs devront se réinscrire. Très bien, mais comme il suffit d'être propriétaire et dans l'indivis pour pouvoir être inscrit, tous les Corses de l'extérieur pourront continuer à voter, et à fausser complètement l'exercice de la démocratie parlementaire, ce qui est important pour permettre aux clans de bloquer toute évolution. Joxe a donc reculé sur ce point, car il avait réaffirmé ce principe de base du code électoral : les citoyens doivent voter sur leur lieu de résidence. Il permettra ainsi la pérennité du système des fraudes, grâce à cette masse de manoeuvre, consti-

tué par les procurations atteignant jusqu'à 50% du nombre des votants dans certaines communes.

Joxe rassure les immobilistes et comme le dit si bien le porte-parole médiatique du gouvernement dans l'île, le journaliste du *Provençal* Paul Silvani : « *il faudrait une majorité de voix nationalistes en Corse pour que les choses changent* ».

Le mouvement national, quant à lui, est en profonde crise. La trêve des attentats, la libération des prisonniers, la lettre de Joxe annonçant son projet ont permis de rompre une façade unitaire que la répression imposait par nécessaire solidarité depuis des années et de faire apparaître des points de vue différents.

Le principe affirmé du FLNC, tenant de la direction politique de la lutte de libération nationale a été rejeté par les militants de l'Associati naziunale corsu (ANC), annonçant une solidarité au cas par cas avec le FLNC et non plus systématique. Une seconde fracture au sein de la Concolta nazionalista donne naissance à

une « sensibilité », courant qui lui aussi conteste le rôle dirigeant attribué au FLNC.

Pour l'ANC et cette « sensibilité », le FLNC n'est plus seul sur le terrain, comme il y a quelques années. Il appartient aux adhérents des différents contre-pouvoirs, comme le Syndicat des travailleurs corses (STC) de décider des grandes orientations de la lutte et non la seule organisation clandestine.

Des organisations dont l'ANC, l'Union du peuple corse (UPC) [autonomistes], I Verdi Corsi (les Verts) ont mis en place une Consulta naziunale, regroupement basé sur le principe du pluralisme qu'ignore la Concolta nazionalista, veillant jalousement par le travail de ses militants sur la coalition Unita nazionalista, regroupant tous les contre-pouvoirs syndicaux.

Les militants et sympathisants évoluent dans la confusion, des repères se sont effondrés comme la solidarité collective autour de l'action du FLNC et il est attendu l'après projet Joxe pour que les choses se décentent.

Fred Antoni

UN 11 NOVEMBRE PEU ORDINAIRE EN CREUSE

Maudite soit la guerre !

VIEILLES barbes au regard de braise, marathoniens quadragénaires de tous les mouvements sociaux de ces vingt dernières années, jeunes chiens fous blousonnés de la révolte... ils étaient tous là, en petits tas, battant la semelle dans la froidure ensoleillée de cette matinée de novembre creusois... allant d'un groupe à l'autre, l'œil rivé sur quelques rares banderoles et drapeaux noirs... l'oreille aux aguets des conversations et des vendeurs « tranquilles » de journaux.

Certains étaient arrivés la veille pour débattre avec Jean Coulardeau — un monument historique, vétéran échevelé et embarqué de l'objection de conscience, de l'UNEF de la grande époque... — de l'alternative en milieu rural. D'autres, les plus nombreux, n'avaient fait le voyage que pour la cérémonie.

En temps ordinaire le petit peuple libre penseur, libertaire, anarchiste... ne raffole pas particulièrement des cérémonies commémoratives, surtout quand comme celles du 11 Novembre elles font référence et révérence à l'une des plus grandes bouffées de ce siècle. Tout au plus s'y rend-il parfois pour faire entendre sa petite voix d'éternel « en dehors de tous les intolérables ! » Mais là non, il ne s'agissait pas de cela !

Ce 11 Novembre 1990, à l'appel du comité laïque des « Amis du monument aux morts de Gentioux », de la Libre Pensée, du groupe May-Piquery de la Fédération anarchiste... de Limoges, de Guéret, d'Oléron et d'ailleurs nous étions venus pour commémorer le 11 novembre 1918 à Gentioux. Etonnant non !

En 1920, les anciens combattants de Gentioux, petite commune de la Creuse exilée sur le plateau de Millevaches, derrière des murailles infinies de confères, se constituèrent en comité et présentèrent à la réunion du conseil municipal du 20 juin un projet de monument aux morts peu banal puisque face à une stèle sur laquelle était gravée « Maudite soit la guerre » se tenait un enfant en blouse et sabots, le poing levé. Le projet fut adopté. Et le monument érigé en 1921.

En 1990 on a du mal à croire qu'une telle chose soit possible. Depuis belle lurette, en

effet, « nos » élus quelle que soit leur coloration politique nous ont habitué à leur inodoriété, à leur incoloriété, et pour tout dire, à leur incommensurable misère politique. Mais en ce temps là, il en allait sinon tout du moins un peu autrement. Ici et là, dans de petites communes, les municipalités, en particulier SFIO, faisaient encore rimer socialisme avec internationalisme, antimilitarisme... et tout un tas de choses aujourd'hui complètement iconoclastes.

Là se situe le pourquoi du comment de la belle histoire du monument aux morts de Gentioux et de celui d'autres communes taillées dans le même bois, dont on faisait les crosses en l'air. Comme à Equeurdeville dans la Manche... ou comme à Saint-Martin-d'Estreaux dans la Loire.

La mémoire !

A Saint-Martin-d'Estreaux, afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté, trois stèles s'appliquaient à expliciter ce qu'on aurait pu prendre pour un simple cri du cœur.

Sur la première, on peut lire encore aujourd'hui : « *1914-1918. Bilan de la guerre : plus de douze millions de morts ! Autant d'individus qui ne sont pas nés ! Plus encore de mutilés, blessés, veuves et orphelins. Pour d'innombrables milliards de destructions diverses. Des fortunes scandaleuses édifiées sur la misère humaine. Des innocents au poteau d'exécution. Des coupables aux honneurs. La vie atroce pour les déshérités. La formidable note à payer. La guerre aura-t-elle enfin... assez provoqué de souffrances et de misères ? Assez tué d'hommes... ? pour qu'à leur tour les hommes aient enfin l'intelligence et la volonté de tuer la guerre ? »*

Sur la seconde, on peut également lire : « *Si vis pacem para bellum ! ... ou si tu veux la paix prépare la guerre ! est une devise dangereuse. Si vis pacem para pacem ! ... ou si tu veux la paix prépare la paix ! doit être la formule de l'avenir ! C'est à dire qu'il faut améliorer l'esprit des nations en améliorant celui des individus par une instruction assainie et largement répandue. Il faut que le peuple sache lire et surtout comprendre la valeur de ce qu'il lit.* »

Sur la troisième, enfin, s'inscrit en lettres de feu : « *Si tout l'effet produit... et tout l'argent dépensé pour la guerre l'avaient été pour la paix, pour le progrès social... industriel et économique ? Le sort de l'humanité serait bien différent. La misère serait en grande partie bannie de l'univers et ses charges financières qui pèsent sur les générations futures, au lieu d'être odieuses et accablantes seraient au contraire une charge bienfaisante de félicités universelles. Maudite soit la guerre et ses auteurs.* »

On l'aura donc compris, pour peu qu'elles aient lieu à Gentioux, à Saint-Martin et dans quelques autres petites communes, il est des commémorations auxquelles il faudrait participer en foules innombrables. Surtout à l'heure de la même logique de guerre que celle qui de tous temps a peuplé les cimetières de pauvres bougres pour le seul bon plaisir des puissants et le seul profit des marchands.

Bref, cette année nous étions deux petites centaines d'anti-guerre à Gentioux. Les médias n'auront retenu de l'événement que le chant de l'*Internationale* entonné par quelques uns, qui couvrit, un instant, (fort judicieusement) le discours d'un jeune maire en bois brut, qui ceint de son écharpe tricolore avait jeté aux oubliettes ses convictions passées de militant occitan, et un autre instant (moins judicieusement) le chœur des enfants de l'école primaire déclamant un poème pacifiste de Paul Eluard. C'est ainsi, les médias ne retiennent que ce qu'ils veulent bien retenir.

Pour notre part, et cela n'étonnera que ceux qui s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes, nous n'aurons l'impertinence de retenir que la symbolique de la chose et celle d'oser espérer que l'on que l'an prochain à Gentioux, Saint-Martin... ce seront des milliers et des milliers qui viendront témoigner de leur refus de l'intolérable, autour de monuments que nous ont légué nos anciens et qui — mais vous vous en doutez — n'ont jamais été inaugurés par les autorités.

Tonton, tu tousses !

Jean-Marc Raynaud

JUGEMENT

Patrice Duponchel acquitté

Dans le n° 798 du *Monde libertaire*, nous relations le procès de Patrice Duponchel, militant perpignanais de SOS-Racisme, poursuivi pour aide au séjour irrégulier d'un étranger en France : son seul tort était d'avoir aidé Mohamed Chafoui, étudiant marocain dont la carte de séjour n'avait pas été renouvelée, à obtenir un nouveau titre de séjour.

L'inculpation inique menaçait directement l'activité de toutes les associations d'aide aux réfugiés. Le verdict, rendu le 16 novembre par le tribunal de Perpignan, est intéressant. Le tribunal a prononcé l'acquiescement, en rendant le jugement suivant : « Attendu que l'article 21 de l'ordonnance de 45 ne saurait recevoir application en l'espèce, qu'en effet celui-ci vise indiscutablement la répression de l'aide directe ou indirecte fournie dans le but de pérenniser une situation irrégulière et non l'action humanitaire ponctuelle dont le bénéfice ne saurait être refusé à un étranger même en situation irrégulière séjournant en France ». Un jugement qui pourrait faire jurisprudence...

Groupe Puig-Antich de Perpignan

CRISE DU GOLFE

Remake américain ?

Le combat pour la « démocratie » et pour le respect de la légitimité internationale que prétendent mener en ce moment les Européens et le gouvernement des USA contre l'Irak a eu de nombreux précédents. En 1953, en Iran, l'affaire Mossadegh, peut être considérée comme un premier exemple.

En 1949, le pétrole iranien est exploité par l'Anglo-Iranian Oil Company, contrôlée à 52% par le gouvernement britannique. La compagnie négocie avec le gouvernement iranien un accord aux termes duquel elle verserait des redevances de 25 à 30%. Le parlement iranien juge ce taux insuffisant et refuse de ratifier l'accord.

Mossadegh nationalise le brut

En 1951, le premier ministre Mossadegh fait voter au parlement iranien la nationalisation du pétrole.

Le parlement iranien proroge en janvier 1952 les pouvoirs de Mossadegh d'un an. Le 28 février le chah annonce qu'il a l'intention d'abdiquer pour raisons de santé.

En mai 1953, Mossadegh écrit au président des Etats-Unis de l'époque, Eisenhower, pour lui demander son soutien afin de lever les obstacles politiques qui s'opposent à la vente du pétrole iranien. Le président américain refuse, car son objectif est de substituer à l'Anglo-Iranian, qui avait le monopole de l'exploitation du pétrole en Iran, un consortium auquel participerait des compagnies américaines.

Les Américains tentent alors de déstabiliser Mossadegh en jouant le chah, toujours en poste, contre lui.

Le général Schwarzkopf, un des principaux agents de la CIA, se rend en Iran. L'Iran, il connaît bien. Il avait réorganisé la police du chah entre 1942 et 1948...

Le 13 août, le chah signe illégalement un décret destituant Mossadegh et nommant Zahedi comme premier ministre. Zahedi est un proche du général Schwarzkopf. Il fait porter le décret par le colonel de sa garde, que Mossadegh fait simplement arrêter. Le chah, qui était prudemment parti en vacances au bord de la mer Caspienne, s'enfuit en Italie.

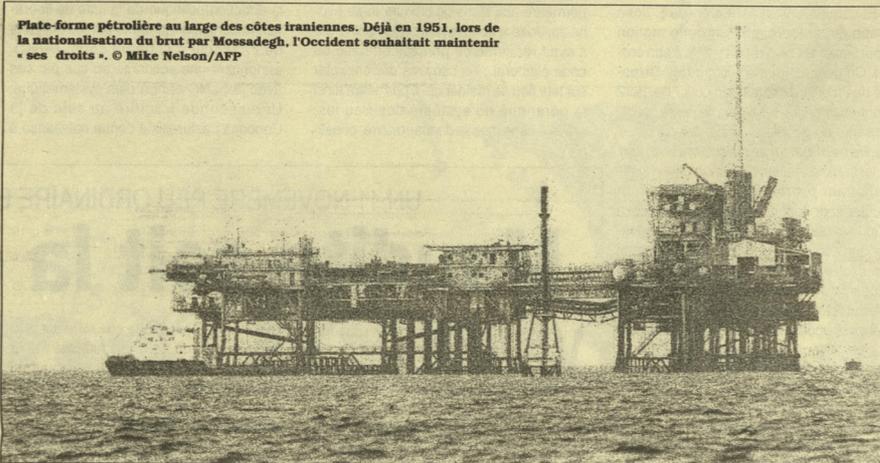
Les Américains ne désarment pas. Un « soulèvement spontané » est organisé contre Mossadegh.

Ainsi les Iraniens qui avaient exprimé leur confiance envers leur premier ministre se voient débarrassés de leur leader, le 19 août. Et les Américains qui avaient refusé de soutenir l'ancien premier ministre, accusé également d'être manipulé par les communistes accorderont au nouveau gouverne-

L'histoire se termine comme l'on devine. L'Iran est mise sous coupe réglée par les compagnies pétrolières occidentales, avec la grosse part du gâteau pour les Etats-Unis. Un consortium est créé dans lequel l'Anglo-Iranian récupère 40% des parts, les compagnies américaines 40%, la Royal Dutch-Shell 14% et la Compagnie française des pétroles un strapontin avec 6% ; en plus, l'Anglo-Iranian se voit attribuer par les Etats-Unis 70 millions de dollars à titre de compensation.

L'ironie sinistre de l'histoire est que Mossadegh avait osé demander 25 à 30% de redevances à l'Anglo-Iranian ; le gouvernement mis en place par le gouvernement américain en reçoit 50% maintenant. Ce qui fait un joli pactole puisque la production, qui était de 155 millions de barils en 1947, passe à 301 millions en 1958 et à 618 millions en 1964.

Plate-forme pétrolière au large des côtes iraniennes. Déjà en 1951, lors de la nationalisation du brut par Mossadegh, l'Occident souhaitait maintenir ses droits. © Mike Nelson/AFP



ment Zahedi plus de 45 millions de dollars entre 1953 et 1961 !

Zahedi est un curieux personnage. Avant d'être le chef de la police du chah réorganisé par Schwarzkopf, il avait collaboré avec les nazis pendant la guerre, lors de laquelle il avait été l'un des pires spéculateurs du pays, thésaurisant d'énormes quantités de blé dans un pays affamé.

La population iranienne, comme il se doit, resta complètement en dehors de cette prospérité, mais la « morale internationale » dont on nous rebat aujourd'hui les oreilles est rétablie : la tentative d'un pays sous-développé qui entend garder le contrôle de ses ressources en les nationalisant, qui entend se libérer de l'emprise de l'impérialisme a été brisée. L'exemple, s'il avait réussi aurait pu être contagieux.

De Nasser à Saddam Hussein

Peut-on faire un parallèle aujourd'hui entre la cas de Mossadegh et celui de Saddam Hussein ? Il semble difficile de comparer la situation d'un homme qui veut nationaliser le pétrole de son pays et celui d'un homme qui transforme brutalement un Etat voisin en province. Dans les deux cas pourtant il y a deux dénominateurs communs : le pétrole et la promptitude de la réaction américaine. La comparaison se situe donc moins au niveau des acteurs « locaux » des événements que des enjeux et de la réaction des puissances occidentales.

Des comparaisons ont été suggérées entre Saddam Hussein et Nasser. Bien que le premier cherche à se donner l'image de l'unificateur du monde arabe, il n'y a guère de points communs. D'abord, le dictateur irakien ne parle jamais en public, alors que Nasser soulevait l'enthousiasme des foules par ses longs discours. Mais surtout, c'est la cohérence du discours, fondée sur la renaissance nationale arabe, la justice sociale, la participation populaire qui distingue Nasser de Saddam Hussein.

Au pouvoir depuis 1968, le dirigeant irakien symbolise — comme Hafez El Assad en

COMMUNIQUE

Contre la guerre

Les millions de morts des guerres passées n'ont pas suffi. S'il y a bien quelque chose que l'on sait faire à la perfection, c'est oublier l'inoubliable. Les Etats et les médias conditionnent, une fois de plus, les populations à l'irréparable... vilains petits soldats de plomb qui s'en retourneront mourir comme en 1914, 1939... 1990. La guerre des nerfs a déjà débuté : y va-t-on, n'y va-t-on pas ?

Chacun y va de sa petite phrase, en espérant ainsi entrer dans l'histoire... celle de ceux qui commandent, qui dominent, qui font tuer.

Dans le cadre de son 5^e congrès, qui s'est déroulé du 1^{er} au 4 novembre, à Valence (Espagne), l'IFA a décidé d'une semaine d'action internationale antimilitariste qui aura lieu du 19 au 24 novembre, coïncidant avec la venue à Paris des plus célèbres va-t-en-guerre de l'époque actuelle.

C'est ainsi que les fédérations anarchistes, adhérentes à l'IFA interviennent dans différents pays d'Europe, et que l'IFA appelle tous les anarchistes et autres individus désireux de soutenir cette initiative et celles à venir à se joindre à elles.

Internationale des fédérations anarchistes

populaire qu'il avait acquis. Le régime du chah fut obstinément soutenu, malgré son impopularité grandissante. Ni les Européens ni les Américains n'ignoraient ces relations entre populations et gouvernements ; les objectifs des Occidentaux laissaient peu de place aux peuples. Les ayatollahs seraient-ils parvenus au pouvoir en Iran si la CIA n'avait renversé Mossadegh ?

Il peut sembler difficile de comprendre la haine féroce des populations arabes à l'égard des Américains ; mais comment s'étonner de cette haine lorsqu'on songe aux principes de pillage, appuyés au besoin par la politique de la canonniers, qui ont présidé à l'attitude des puissances industrielles dont les Etats-Unis apparaissent comme le chef de file, au Moyen-Orient ?

Le gouvernement des Etats-Unis a toujours lié sa politique dans le tiers monde au soutien des généraux, des dictateurs, des dirigeants les plus corrompus. Ce pacte passé avec la dictature, la répression, la corruption — au nom de la démocratie, du monde libre et de la morale internationale — a certes servi les intérêts à court terme de l'impérialisme, mais il a mobilisé dans tout le tiers monde la plupart des nationalistes, aussi bien dans les couches privilégiées que dans les masses pauvres.

On ne saurait donc s'étonner du soutien rencontré par Saddam Hussein aujourd'hui auprès des masses dans tous les pays arabes : l'anti-américanisme est devenu une précondition à tout changement dans le tiers monde.

Raoul Bouillard

Références : *Le Monde diplomatique* de mai 1990 et *L'Empire américain* de Claude Julien en livre de poche.

ESPAGNE Solidarité

David Marin Lecina est en prison à Barcelone pour insoumission. La CNT-AIT, qui le soutient, lance un appel à la solidarité pour sa libération immédiate. On peut envoyer le texte suivant : « Nous exigeons la liberté immédiate pour David Marin Lecina, insoumis de la CNT » au juge militaire D. José M^a Ortiz Hernandez, juez togado militar, juzgado togado militar territorial, n° 33, via San Fernando S/N, 50 007 Zaragoza (Espagne).

Groupe Puig-Antich de Perpignan

IRLANDE

Un prisonnier républicain extradé vers la Grande-Bretagne

MERCREDI 14 novembre, Desmond Ellis, 38 ans, républicain irlandais incarcéré à la prison de Poortloise, en Irlande du Sud, a été extradé vers la Grande-Bretagne. C'est un exemple de plus de la collaboration des gouvernements de Dublin et de Londres dans la répression du mouvement républicain. Mais en fait cette extradition a une portée encore plus grande que les précédentes...

Tout d'abord, cette extradition est la première en Irlande à avoir été décidée selon la convention européenne pour la suppression du terrorisme, qui exclut l'utilisation de la violence, même pour des buts politiques, des délits pour lesquels l'extradition peut-être refusée. C'est un recul par rapport à la législation nationale qui s'appliquait jusqu'alors. A noter que c'est cette même convention qui s'applique en France, et que les premiers prisonniers à l'avoir subi sont trois prisonniers irlandais est entre les mains de Rocard. Un précédent dangereux donc...

Ensuite, Desmond Ellis a un alibi sérieux : il est accusé en Grande-Bretagne d'avoir

« conspiré » pour causer des explosions, à une période de sa vie où il vivait en Irlande du Sud, sous la surveillance policière, puis en prison, et une fois relâché sous caution réarrêté aux Etats-Unis et emprisonné. Comment a-t-il pu conspirer en Grande-Bretagne en même temps ? Mystère !

Des milliers de personnes ont défilé à Dublin, sa ville d'origine, à Belfast et ailleurs... Malgré l'échec que représente son extradition, il continue de refuser d'être jugé par la justice britannique, qui après l'affaire des quatre de Guilford, des trois de Winchester, de la famille Maguire et des six de Birmingham, en prison depuis 16 ans, alors que plus personne ne croit en leur culpabilité, a largement prouvé que pour elle, être irlandais c'est être présumé coupable.

Pour toutes ces raisons, ne laissons pas Desmond Ellis mourir. Pour toute solidarité, écrire à Solidarité Irlande, 14, rue de Palestine, 75019 Paris.

Denis Marchand (gr. Francisco-Sabaté)

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeudi 22 novembre
 — « **Flagrants désirs** » (19 h 30 - 20 h 30) : *Androzine*, fanzine anarcho-gay.

Vendredi 23 novembre
 — « **L'invité du vendredi** » (19 h - 21 h) : les techniques du yoga avec le docteur Iranpour, jusqu'à 20 h. Ensuite présentation du livre *Les Anarchistes et la Révolution*, avec Gaetano Manfredonia.

Samedi 24 novembre
 — « **La Chronique syndicale** » (11 h 30 - 14 h 30) : l'actualité de la semaine.
 — « **BDDA et Cie** » (18 h-19 30 h) : Hugo Pratt, le père de Corto Maltese.
 — « **Y'en a pas un sur cent** » (19 h 30 - 21 h) : les anarchistes des années 90 parlent, avec Francesca de l'Union anarchiste (UA).

Dimanche 25 novembre
 — « **L'Imaginaire** » (22 h - 23 h) : le journal d'un bourgeois de Paris, de 1405 à 1449 (troisième partie).

Lundi 26 novembre
 — « **Maroc vérité** » (12 h 30 - 13 h 30) : émission « quinzomadaire » d'opposants marocains.

Mardi 27 novembre
 — « **Blues en liberté** » (10 h - 12) : le country blues.
 — « **Radio-Libertaria** » (20 h 30 22 h 30) : émission anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT.

Mercredi 28 novembre
 — « **Dazibao** » (15 h 16 h 30) : émission de la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (CLEA).
 — « **Femmes libres** » (18 h 30 - 20 h 30) : femmes qui luttent, femmes qui témoignent.
 — « **Ras les murs** » (20 h 30 - 22 h 30) : émission sur les prisons.

PUBLICATION
« Est-ce bien raisonnable ? »

Est-ce bien raisonnable ? On connaissait cet excellent fanzine, qui avait su se démarquer du genre : interviews et articles approfondis, diversité des genres culturels abordés (musique, graphisme, littérature...). Le Père Noël étant moins une ordure que le petit Jésus, il nous apporte un ultime et luxueux numéro d'*Est-ce bien raisonnable*.

Au sommaire : interview de Vidal-Naquet à propos de la pourriture révisionniste ; interview des groupes américains Fugazi et Beatnigs ; interview de Didier Daeninckx (plus une nouvelle inédite !). Participation graphique de Tapage et Xavier (ex-Chaterton, bassiste de feu Brigade). Un plus : des photos très chouettes signées B. Laidin alias Onc Droopy, qui n'est autre que l'animateur de la revue. A noter la mise en page soignée, sobre... et le papier glacé (!). Ah, j'oubliais, en prime un 45 T « dur » d'un groupe français très écoutable. Le tout pour 25 francs... que demande le peuple ?

L. J.-F.

« ECBR », n°7, 25 francs (port compris), à Samedi soir- dimanche matin, BP 22, 75660 Paris cedex 14.

Le restaurant associatif
« Pain, roses et chansons » vous propose, le samedi 24 novembre, à 21 h 30, un spectacle du chanteur Gilles Servat (soirée unique). Buffet-spectacle à 120 F (restaurant « pain, roses et chansons », 40, rue des Vignes, 94230 Cachan. Tél. : (1) 46.63.51.98

Au Merle moqueur
les vendredi 23 et samedi 24 novembre
Casoar
(voix puissante et cœur lourd)
et
les jeudi 29, vendredi 30 novembre et samedi 1er décembre
Djamel Allam
(une voix pleine de soleil).

Spectacle à 21 h 30.
Entrée : 40 F.

Le Merle moqueur, 11, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris.
Tél. : 45.65.12.43

SCULPTURE

Gérard Bignolais expose

Je, tu, nous, humains semblables et pourtant unique ; ton corps, mon corps, nos corps humains semblables et pourtant uniques. L'histoire de nos vies modèle nos corps, les grossesses, le travail, la faim, les accidents sont autant de phénomènes qui les dégradent ou les transforment.

Inventaire à la Prévert

Proudhon écrivait dans *De l'art et de sa destination sociale* : « L'art est une représentation idéaliste de la nature et de nous même, en vue du perfectionnement physique et moral de notre espèce, justice et vérité, conscience et science, droit et savoir termes complémentaires corrélatifs et adéquats qui expriment les deux grandes fonctions de la vie humaine, auxquelles sont soumis l'art et l'industrie ».

Mais l'art ne peut se limiter à être un décor, une représentation idéaliste de paysages, où à traiter des aspects du « figural » de manière esthétisante. Les sculptures de Gérard Bignolais sont loin de ces notions, elles sont plus proches des écrits de Proudhon, toujours ancrés dans une réalité consciente, elles sont aussi science. La représentation du corps humain dans l'art a toujours été sujette à des polémiques, l'œuvre de Bignolais aussi face au cercle d'admirateurs et de spécialistes pour qui ses œuvres sont comme des recherches et apportent des connaissances sur les souffrances du corps humain. D'autres la minorent parce que dérangeante et loin de la notion « contemporaine » préfabriquée. Gérard Bignolais ne fait aucune concession ni aux uns ni aux autres.

Son intransigeance lui coûte sûrement, mais quelle satisfaction pour un artiste de pouvoir être libre. Cette liberté toute « relative » qui nous est chère à nous anarchistes, quelques artistes arrivent à vivre. Imaginez un peu exposés :

— des poulets plumés, tué et un revolver dans des cages grillagées évoquant le « suicide » de la bande à Baader dans les prisons allemandes ;

— un lot désinfecté (vendu au plus offrant) de chaussures et mallettes diverses, qui ont appartenu à des personnes décédées à l'hôpital et dont les frais de séjour n'ont pas été acquittés ;

— Salon de la jeune peinture de 1981

« La république vous appelle » illustrant l'absurdité des présidentielles : « Ne pas élire, mais lire d'abord » ;

— la sculpture d'une femme nue alitée estropiée se masturbant, ainsi qu'une série de travaux en commun avec des établissements appelés à soigner des humains ;

— des études sur le corps de la femme enceinte à la clinique des Eaux claires, à Grenoble ;

— « Le corps de la personne âgée » à la consultation de gériatrie du centre hospitalier Sainte-Périne, à Paris.

Difficile de renverser la toute puissante machine idéologique médiatique qui a fabriqué nos goûts, par désinformation et aseptisation interposées, difficile de faire admettre aussi que l'art figuratif ne peut se limiter à ne représenter que la beauté. La critique populaire reproche l'absence de réalisme à certaines œuvres contemporaines, quand il est présent ; elle l'estime alors trop cruel, trop virulent.

Un corps d'homme, sous perfusion, amputé, atteint d'un cancer, où un corps de femme enceinte de huit mois n'est pas du réalisme ? Pensons-nous quotidiennement aux risques que nous encourons, dans nos activités professionnelles, notre vie affective. L'art se doit de bouleverser notre vision du monde, il peut aussi transformer nos rapports avec notre corps, celui des autres, notre cadre de vie et être un éclairage sur notre passage terrestre, si bref, où rien ne nous ménage. Gérard Bignolais s'acharne avec certains autres artistes (Rustin, Clément, Koller, Aricckx) à regarder les corps humains autrement. Ses sculptures sont essentiellement des moulages de corps, souffrant, vivant. C'est dans des environnements que les œuvres de Bignolais évoluent. Elles fonctionnent avec le lieu de « mon-



Femme de Grenoble n° 5 de Gérard Bignolais.

stration » et ses abords immédiats. La mise en scène, avec des lits d'hôpitaux, palettes, caisses, parpaings, agrément le lieu de « monstration ». L'occasion nous est donnée par Pierre-Marie Vitoux (1) de voir le travail de Gérard Bignolais dans ses deux galeries, ses sculptures seront au sol ; les murs des galeries accueilleront des dessins de Ben Ami Koller, une exposition remarquable, réunion de ces deux grands artistes. Parisiens ou pas, si vous passez par Paris, arrêtez-vous. Au moment où j'écris ces lignes l'issue de la croisade occidentale contemporaine dans le Golfe n'est pas connue.

Cet événement va sûrement inspirer à Gérard Bignolais une recherche artistique que j'ai hâte de découvrir. Plus que jamais écrivons, sculptons, peignons, chantons, dansons vive l'anarchie.

André Robert

(1) Exposition Gérard Bignolais et Ben Ami Koller, galerie Pierre-Marie Vitoux, du 20 novembre 1990 au 22 décembre 1990, 3 rue d'Ormesson, 75004 Paris et 21, rue Saint-Sabin, 75011 Paris. Ouvert tous les jours de 14 h 30 à 19 h 30, sauf le mercredi.

Les dessins de la semaine



RENDEZ-VOUS

LE MANS

La liaison FA du Mans tient une vente du *Monde libertaire* le samedi de 16 h 30 à 17 h 30, place de la République et le mercredi de 12 h à 13 h, au restaurant universitaire et une permanence à la Maison des associations (4, rue d'Arcole), le samedi de 15 h à 17 h.

TOULON

Le groupe Région-toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaires organisent le vendredi 7 décembre, à 20 h, à la salle Mozart de Toulon, une projection du film *Ecoutez Jeanne Humbert*, un film de Bernard Baissat, suivi d'un débat : « Du malthusianisme au Planning familial », animé par Francis Ronsin, qui dédicacera son livre, *Le Sexe apprivoisé*, à cette occasion. Entrée libre.

TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus tient des permanences chaque jeudi de 18 h à 20 h et chaque samedi de 14 h à 18 h, à l'Athénée Albert-Camus, situé au 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse. Le groupe tient une table de presse le dimanche entre 10 h 30 et 12 h 30, au marché aux puces de Saint-Sernin.

PARIS

Les groupes de l'Union régionale parisienne viennent d'ouvrir un lieu de rencontres/bibliothèque au local du groupe Louise-Michel, situé au 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche), 75018 Paris. Ce lieu est ouvert chaque samedi entre 15 h et 18 h.

PARIS-13^e

Le groupe Flores-Magon vend chaque mercredi, entre 18 h et 19 h 30, le *Monde libertaire* à la sortie du métro Place d'Italie, sortie boulevard Vincent-Auriol.

Le groupe tient, par ailleurs, une table de presse chaque mardi et jeudi entre 11 h et 14 h, à la faculté de

PARUTIONS

CARTE DE SOUTIEN

Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu viennent d'éditer une carte de soutien, au prix de 100 F (chèques à libeller au nom de l'association « Contre-courant »). Elle donne droit à une réduction de 20 francs à l'un des spectacles organisés par l'association « Contre-courant », à l'abonnement d'un an au journal *Contre vents et marées*, et à une information régulière sur les activités de l'association. Pour tout renseignement s'adresser à l'association « Contre-courant », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère).

PRESSE

Le n° 73 de *Contre vents et marées* (journal d'humour anarchiste) vient de paraître. On peut l'acheter au prix de 5 francs, à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant à l'association « Contre-courant », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère). L'abonnement est de 50 francs (les chèques sont à libeller au nom de l'association).

PRESSE

Le groupe J.-R. Caussimon de Nancy édite le journal *Encre noire*. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire et chaque dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

NOUVELLE-CALÉDONIE

La situation après les accords Matignon

Les accords de Matignon ont marqué une étape dans la lutte du peuple kanak. La manière dont l'administration a géré ces accords en impliquant de plus en plus le président du FNLS dans des relations étroites avec la droite locale a conduit à l'exécution de ce même président par un militant du FNLS.

Quatre ans après les événements, les apparences semblent donner raison au gouvernement, mais peu à peu des fissures se font jour.

L'esprit du geste

Les accords de Matignon ont été signés le dimanche 26 juin 1988 par Jean-Marie Tjibaou, président du FNLS, Jacques Lafleur, leader du RPCR et Michel Rocard.

La poignée de mains entre Tjibaou et Lafleur, médiatisée à outrance dans le but de créer un choc, a été très mal perçue par les militants mobilisés sur le terrain.

Au-delà de cette poignée de mains, les morts de Hienghène et d'Ouvéa restaient présents. Cette juxtaposition d'images rendait cette poignée de mains insoutenable vis-à-vis de ceux qui avaient sacrifié leur vie pour la lutte.

Après de nombreuses réunions du comité directeur de l'Union calédonienne, dont le président du FNLS était un membre éminent et quelques congrès ou conventions du mouvement indépendantiste, Jean-Marie Tjibaou réussit à faire accepter les accords signés. Tous les groupes de pression paraphèrent les accords par la suite, à part le FULK de Yann Celene Ureigui. Personne dans les partis ne réussit à expliquer exactement ce que le peuple kanak allait gagner avec les accords. On resserrait l'éternel discours selon lequel les provinces allaient permettre de mettre en place les conditions de l'indépendance. D'un autre côté, on ne parlait plus des revendications des terres, un grand silence indépendantiste recouvrant ce sujet pourtant brûlant.

Des bruits couraient comme quoi Jean-Marie Tjibaou était entré en affaires avec Jacques Lafleur. Les diverses manifestations où l'on obligeait Jean-Marie à accompagner — et coller à — Lafleur et Rocard ne firent que confirmer dans l'esprit des militants la collusion entre Lafleur et Tjibaou.

Ce que Tjibaou gagnait en dimension politique auprès des métropolitains, il le perdait en respect auprès des militants. Cette soudaine collusion médiatique a été une erreur fondamentale du gouvernement, car elle a perdu le président du FNLS dans l'esprit de nombreux militants indépendantistes, même de l'Union calédonienne.

Voir du jour au lendemain Tjibaou faire des sourires à celui que l'on accusait d'avoir été l'un des commanditaires de l'embuscade de Hienghène, qui avait coûté la vie à dix militants kanaks sans compter son rôle dans le massacre d'Ouvéa où dix-neuf militants avaient trouvé une mort absurde, cela était inacceptable.

Les répercussions sur les élections

Les élections municipales allaient voir les premières fissures à l'intérieur du FNLS, provoquées par l'UC. Le mythe du consensus et de l'unité allaient sauter à la figure de tous les militants.

Plusieurs alliances de fait entre le RPCR et l'UC pour faire élire des maires UC se découvrirent. Parfois, comme à Ponérihouen ce furent des voix Front national qui vinrent appuyer l'élection du maire UC.

L'alliance contre nature permit à l'UC d'obtenir une majorité de communes, la plaçant ainsi en position de force pour les élections provinciales.

La décision de l'UC, de s'imposer sur les listes de candidatures provinciales, démontra pour de nombreux militants qu'elle voulait tout le pouvoir. Le gouvernement français, de son côté, faisait tout son possible pour affirmer la position dominante de l'UC, affaiblissant de ce fait la cohérence du FNLS. Pour de nombreux militants, la collusion UC-RPCR ne pouvait mener qu'à l'éclatement du mouvement indépendantiste.

La mort de Tjibaou ne fit que renforcer la tendance hégémonique de l'UC à travers une culpabilisation des autres partis accusés d'avoir tégélégué la main criminelle. Une période de suspicion générale les empêcha de faire bloc pour lutter contre la volonté hégémonique de l'UC.

Une attente inassouvie

Sur le terrain, rien n'a changé pour les tribus. Le seul acte tangible est le départ de la plupart des gendarmes mobiles, ceux restants respectant plus la personne kanak.

Si rien ne change pour les tribus, elles peuvent constater de visu que les petits mineurs caldoches ont repris les affaires, comme au meilleur temps du boom du nickel des années 60-70.

Au niveau immobilier, un boom semblable existe à Nouméa. L'argent que les colons ont récupéré à travers les ventes de leurs terres à l'ADRAF, agence foncière, leur a permis de se construire des maisons sur la capitale. Si les subventions versées par la France sont mieux réparties au niveau des provinces, leurs affectations les ramènent en définitive dans la poche des affairistes caldoches.

Les subventions de la province Nord, contrôlée par les Kanaks, sont drainées vers la capitale, par le biais de grands projets de prestige. Des grandes routes sont construites, un hôpital doit être bâti sur la commune de Poindimié, une ville administrative est en cours de réalisation sur la commune de Pouémbout pour la province du Nord, un aéroport est à l'étude ainsi qu'un port franc à Népoué, alors que celui de Nouméa suffit largement pour le territoire.

La province Nord achète la mine de nickel du député milliardaire Jacques Lafleur, alors que cette mine ne contient plus qu'un minerai de basse teneur.

Cependant tous ces projets n'ont aucun impact sur les tribus et servent uniquement à amener l'argent sur Nouméa puisque toutes les entreprises qui répondent aux appels d'offres sont européennes.

Aucun tissu économique n'est réalisé dans les tribus à part quelques projets dans certaines communes. Aucune réflexion n'est menée par le mouvement indépendantiste sur un développement initié par les tribus. Des réunions sont programmées par celles-ci pour discuter des problèmes et les leaders concernés ne s'y rendent pas. Par contre, devant les médias nationaux, ils déclarent que la base ne se prend pas en charge et qu'elle n'émet aucune proposition.

Ces projets avaient été proposés par les tribus avant les élections provinciales à la demande des futurs élus qui après leur élection n'en ont jamais tenu compte.

Le problème des terres n'est pas résolu, malgré l'espoir né du fait que le gouvernement avait promis de réparer quelques unes des injustices les plus flagrantes. Au lieu de les réparer, il a préféré les ignorer pour ne pas déplaire à la droite locale, pour préserver l'esprit des accords de Matignon.

De ce côté là, la confusion naît de ce que les leaders kanaks semblent accepter sans

rien dire la position du gouvernement.

Les tribus attendent, en refusant fermement :

— l'idée de ne pouvoir récupérer les terres d'où elles furent chassées pendant la période du gouvernement de Jacques Chirac ;

— de devoir créer de toute pièce des sociétés civiles, afin que le titre de propriété soit donné à la société et non à la tribu ou au clan.

Le kanak n'a jamais accepté la forme de propriété privée que les colons ont toujours ardemment voulu lui imposer, dans le but de détruire la société kanak. La répartition de la terre clanique est modulable dans un cadre coutumier. La terre ne peut appartenir à un groupe d'individus qui s'isolera de plus en plus de la tribu, créant automatiquement des conflits entre elle et lui.

La tentative du gouvernement d'imposer un cadastre des terres coutumières, dans le but innové de rendre ces terres accessibles à l'appropriation privée est une aberration, qui ne satisfait que les colons dont le but est de détruire la culture kanak ;

— que le gouvernement, comme tous ceux qui l'ont précédé, tente de déstructurer la culture kanak.

La méthode est cette fois-ci plus originale, le gouvernement introduit des éléments destructurants dans le milieu. Ces éléments sont les élus kanaks, qui profitent de privilèges extraordinaires par rapport au revenu de la base. Un salaire de 35 000 francs français, des logements de fonction, des véhicules pour se déplacer et des frais de déplacement de l'ordre de 3 000 FF par jour.

Lorsque l'on considère que le revenu d'un pêcheur de la tribu d'Oundjo se monte à 250 francs français hebdomadaires et que de nombreuses tribus n'ont pas de revenus du tout, on évalue la largeur du fossé qui se creuse.

Il arrivera un moment où les militants s'apercevront qu'ils n'ont rien à attendre de leurs leaders et décideront en dehors d'eux. A partir de là, la structure des comités de lutte, aujourd'hui abandonnée, se revitalisera d'elle-même et finira par jouer contre ses propres leaders.

Le comportement des élus

La première préoccupation des élus actuels fut, lors de la première réunion du Conseil de la province Nord, de se voter un salaire conséquent. Là où ils ont été moins conséquents, c'est lorsqu'ils ont expliqué devant les militants, à la tribu de Baco (commune de Koné), qu'ils devaient se voter un salaire important, car ils avaient des frais importants.

Ce salaire, dit-on aux tribus, ne doit pas être un objet de critique, car il est à la hauteur des responsabilités. Seulement le problème, c'est que les élus ne mettent jamais leurs pieds dans les tribus pour s'expliquer et entendre les *desiderata*.

Ceux qui passent sur la route, avec la voiture dernier modèle qu'ils se sont achetée, ont déjà oublié le chemin des tribus.

Plus aucune réunion d'information n'est faite dans les tribus, comme si les leaders avaient peur de se voir reprocher leur train de vie.

Cette attitude, qui consiste à s'installer dans le confort avant de se préoccuper de la misère du peuple, laisse dans la bouche des militants un goût amer et un sentiment de mépris.

Les gens savent déjà que rien ne va réellement évoluer parce que les élus sont en train de reproduire les mêmes erreurs reprochées hier aux colons.

Cependant, le facteur le plus critiqué par les tribus est la collusion de plus en plus évidente de leurs leaders avec les caldoches. Ces leaders donnent l'impression d'être plus

préoccupés à se lancer dans des affaires avec l'establishment caldoche que de travailler au développement économique de leur société.

Dans certains cas, comme pour le secteur hôtelier, ils se proposent pour être les prête-noms des caldoches, tout en utilisant les subventions pour financer leur projet commun.

Des réunions de province, où les leaders dépensent 20 000 francs français en nourriture et en alcool pour en sortir en état d'ébriété avancé sont la démonstration pour la base que les leaders ne respectent pas le peuple.

Une logique insoutenable

Le gouvernement semble depuis quelque temps suivre l'analyse du RPCR en ce qui concerne le peuple kanak.

Il faut lui faire accepter le système de propriété privée. La politique du RPCR est connue depuis longtemps, elle prétend obliger le peuple kanak à adopter la propriété privée dans le but de pouvoir faire supprimer le statut spécial de la Réserve et pouvoir disposer de nouveaux terrains pour la spéculation foncière.

L'économie caldoche nie à la coutume toute faculté de pouvoir initier un développement. En individualisant les personnes à travers des projets d'intégration économique, elle cherche à détruire les liens de solidarité traditionnels.

Ces deux points forts de la pensée caldoche ont simplement pour but de détruire la culture kanak. En niant que le rapport à la terre ne peut être différent d'un rapport marchand, le caldoche s'attaque à la structure sociale kanak, qui est inscrite dans la terre.

En niant à la culture toute dynamique de développement et en cherchant à isoler l'individu, le gouvernement laisse l'homme face à son destin, sans lui donner de compensation valorisante.

A ce jeu, le Kanak y perdra son âme sans y gagner un avenir, à part peupler les bidonvilles de Nouméa, futures réserves de main-d'œuvre à bon marché.

Le FNLS, sans être moribond, ne répond plus aux espoirs que le peuple avait placés en lui, trop de « discours » et d'incapacités occupent les postes de responsabilité. Aujourd'hui et demain plus encore, ils vont tout faire pour s'accrocher à leurs privilèges. Ils se créeront des instruments pour défendre leurs places sachant très bien qu'ils ne pourront plus tromper le peuple sur leur capacité réelle.

Tout en étant toujours sous le régime colonialiste, la direction du FNLS risque de se transformer en gouvernement d'une république bananière.

Le gouvernement français, lui, aura gagné et le Kanak n'aura plus qu'à tout recommencer à zéro avant que la grande Europe ne devienne son oppresseur.

René Guirat

SOMMAIRE

PAGE 1 : L'indispensable révolution, La CSG, Braderie monstre pour les zoulous, Editorial.
PAGE 2 : Antifascisme : Quelle forme de lutte ?
PAGE 3 : Le 12 novembre : journée de dupes, A rebrousse-poil, Regard sur l'Etat casseur.
PAGE 4 : « On veut choisir ! », Nous ne sommes rien... soyons tout !
PAGE 5 : Corse : Autour du projet Joxe, Maudite soit la guerre !, P. Duponchel acquitté.
PAGE 6 : Remake américain ?, Communiqué IFA, Irlande, Espagne.
PAGE 7 : Sélection R.-L. G. Bignolais expose, « ECBR », Les dessins de la semaine.
PAGE 8 : Infos FA, Nouvelle-Calédonie.